



**CDEN du 22 mars 2016**  
**DECLARATION LIMINAIRE**  
**UNSA EDUCATION**

Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Madame la Vice Présidente du Conseil Général  
Mesdames et Messieurs,

Depuis trois années, Le Val d'Oise reçoit des dotations importantes pour faire face à la montée constante des effectifs scolaires dans le premier et le second degré. C'est une amorce remarquable et appréciable, même si elle reste encore insuffisante.

Des dotations qui devraient répondre à des attentes fortes de nos collègues. Des dotations attendues et appréciées parce qu'elles actent par exemple :

- Pour le premier degré le retour des moyens en faveur des RASED, plus de maître que de classe, de la formation continue.
- Pour le second degré, les collèges auront les moyens pour organiser la nouvelle réforme.

Toutefois nous sommes dans une situation contradictoire, notamment dans le premier degré, car aujourd'hui, ce ne sont pas les supports ni les moyens qui font défaut mais les ressources humaines.

Le métier d'enseignant ne fait plus rêver, loin de là !

Le salaire ne correspond plus au coût de la vie en Ile de France. Trop de collègues cumulent des activités complémentaires ou heures supplémentaires. Certes l'annonce de la revalorisation du

point d'indice a mis fin à 5 années de perte de pouvoir d'achat. Nous avons également signé pour la mise en œuvre du PPCR qui doit ouvrir de nombreuses perspectives d'amélioration, mais les conditions de travail au quotidien se dégradent pour la plupart des enseignants.

Les causes sont multifactorielles :

- Là c'est le non remplacement des collègues absents : Dans le premier degré ce sont chaque jour une moyenne plus d'une centaine de classes non assurées qui désorganisent le déroulé pédagogique :
  - des séquences doivent être annulées,
  - des élèves répartis viennent accroître les effectifs des autres classes,
  - des semaines d'enseignement non assurés pour certains dans le premier degré,
  - la formation continue des enseignants notamment en REP+ supprimée....
- Ici ce sont les agissements de certains maires, qui imposent des décisions unilatérales aux équipes sans concertation, sans information préalable. Au premier chef, les horaires des rythmes scolaires qui, non seulement ne répondent pas à la volonté recherchée d'alléger la journée scolaire en fin d'après midi, mais ont alourdi le quotidien de la communauté scolaire. Adultes et élèves aujourd'hui fatigués ne voient pas, pour une très large majorité, les bienfaits de ce dispositif... Sans parler des NAP ou TAP de plus en plus sporadiques et / ou payants !
- Les postes d'ATSEM non remplacés voire supprimés alors que la réforme des programmes valorise manipulations et expériences, et que l'état d'urgence nécessite plus d'adultes pour assurer la sécurité des élèves ....  
A ce sujet Nous vous rappelons la motion du CDEN du 12 novembre dernier.
- Des crédits non abondés ou locaux non entretenus.
- Nous dénonçons également les incivilités de parents agressifs voire violents ou procéduriers qui stressent directeurs et

enseignants et perturbent sérieusement le bon fonctionnement des écoles !

- Enfin les conditions de formation sur la première année découragent de nombreux stagiaires pris en étau entre toutes ces contraintes auxquelles se rajoutent celles de l'ESPE.
- Nous ne nous étendrons pas sur les contraintes institutionnelles que nous dénonçons déjà dans nos instances paritaires. Nous restons par exemple en attente d'une réelle simplification des tâches des directeurs.
- Le second degré n'est pas épargné : ce sont les professeurs de mathématiques et de technologie qui font défaut ....
- La rentrée dans les collèges sera chargée pour les équipes : l'indispensable réforme sera effective en même temps que les nouveaux programmes de la 6eme à la 3eme. Les pratiques et les contenus doivent être intégralement repensés !

Pour l'UNSA Education il est plus qu'urgent et de la responsabilité de **tous les partenaires** de l'école que chacun pour ce qui le concerne contribue à la revalorisation et l'amélioration des conditions de travail de nos collègues.

De cette prise de conscience et de l'engagement de l'Etat, des collectivités territoriales et des fédérations de parents d'élèves dépend l'avenir du service public d'enseignement en faveur de tous les élèves. L'engagement quotidien des enseignants mérite du respect et de la bienveillance.

L'UNSA Education se mobilisera en ce sens ! Nous rappelons dans cette instance une évidence perdue de vue par la plupart des partenaires : un enseignant bien dans son métier est un enseignant présent, efficace et performant dont les élèves, au cœur du dispositif, sont les premiers bénéficiaires. Nous devons nous atteler à ce challenge !